

Fin du grand débat, abracadabra !

Le 8 avril, Edouard Philippe a donc restitué les grands enseignements du grand débat organisé et balisé par Macron. Rappelons en effet que ce dernier avait fait d'emblée de la baisse des impôts le thème majeur de son grand débat, pensant ainsi calmer la colère sociale des gilets jaunes.

Un débat suppose la confrontation d'idées représentant diverses options. Ici tel ne fut évidemment pas le cas, Macron ayant bien pris soin d'écarter au préalable toute idée lui déplaisant. Comme celle de rétablir l'ISF, ou d'augmenter les impôts payés par les plus riches. Sont aussi passés à la trappe, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, la remise en cause du CICE ! Et Edouard Philippe de donner sa conclusion issue des thèses classiques du libéralisme, en proposant de baisser « plus vite » les impôts face à l' « exaspération fiscale ». En clair on peut s'attendre à toujours (beaucoup) plus d'austérité, toujours moins de fonctionnaires, toujours moins de fonction publique et donc de services publics...

Seulement si la population veut « moins d'impôts », ce n'est sans doute pas dans le même sens que celui du gouvernement. Car si pour ce dernier, moins d'impôts signifie supprimer l'ISF et baisser les dépenses publiques, pour les classes populaires, cela signifie plus de justice fiscale, moins d'impôts indirects comme la TVA (idée qui s'est d'ailleurs empressé de réfuter Darmanin) et de taxes sur l'essence. Il s'agit de faire payer les riches, pour financer des services publics accessibles.

Il s'agit aussi de répondre à l'urgence écologique par des politiques adaptées conformes à l'intérêt général. **Le gouvernement feint de voir une contradiction entre toutes ces revendications ; en réalité il n'y en a aucune.** Une fiscalité adaptée prélevant la richesse là où elle regorge permettrait de financer des services publics indispensables à la population, une véritable protection sociale, l'éradication de la pauvreté et enfin des politiques écologiques indispensables et productrices d'emplois. Voilà qui est au contraire parfaitement cohérent, quand bien même les classes possédantes disposeraient d'un peu moins de revenus.

Réduire les impôts sans augmenter les recettes, cela signifie puiser dans d'autres ressources. Et ainsi paupériser des services publics, réduire des aides sociales indispensables aux plus modestes, supprimer des emplois.... Et provoquer de nouvelles colères ! Une piste : construire partout, dans les entreprises, les administrations, dans la rue, les rapports de force pour faire barrage et renverser ces politiques nuisibles aux biens communs et à la planète.

C'est ce que les mobilisations des gilets jaunes et pour le climat s'évertuent à construire depuis plusieurs mois. La responsabilité du mouvement syndical est de s'y associer et prendre sa part à la construction collective du rapport de force.

Paris le 8 avril 2019

**31 rue de la grange aux
belles 75010 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

